

KOWEÏT : FICHE PAYS – MAI 2026

Catégorie OCDE (2026) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AA- / A1 / AA-

Change : Dinar koweïtien (KWD) / Régime de change fixe ancré à un panier confidentiel de devises

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2060



FORCES

- 7^e réserve de pétrole au monde
- Niveau de vie élevé
- Faible endettement public et statut de créancier net
- Secteur financier sain

FAIBLESSES

- Forte dépendance des comptes publics et extérieurs au pétrole
- Forte intervention de l'État dans l'économie
- Retards dans les projets de réformes structurelles
- Ancrage dans une zone à fortes tensions

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : A la faveur du relâchement progressif des quotas OPEP+, la croissance du PIB est répartie en 2025 (+3,5 % selon le FMI) après deux années de contraction de l'activité. Toutefois, la guerre en Iran compromet largement la croissance à court terme (-6,4 % en 2026 prévu par la Banque Mondiale). La baisse des recettes pétrolières induites par le conflit devrait peser sur le déploiement du plan de diversification de l'activité Vision 2035 avec comme principaux secteurs ciblés la logistique, les services financiers, le tourisme, l'éducation et la santé.
- Vulnérabilité des comptes publics : Le pays dégagne un excédent budgétaire structurel, très dépendant des recettes pétrolières donc largement mis à mal par le conflit en cours. Le nouveau cadre légal entourant la dette publique de 2025 permet de relâcher les contraintes sur les comptes publics et d'encourager les investissements publics pour diversifier l'économie.
- Vulnérabilité extérieure : Les comptes extérieurs sont dépendants de l'évolution du marché du pétrole (plus de 90 % du total des exportations du pays) et pâtiraient nécessairement du conflit au Proche Orient. Le Koweït peut toutefois compter sur sa position de créancier net à l'international et ses réserves de changes confortables pour assurer la stabilité du dinar.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le Koweït est doté d'un secteur bancaire développé (actifs représentant 240 % du PIB en 2024), stable et très bien capitalisé (bons ratios de solvabilité et un faible taux de prêts non-performants).

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le renforcement de l'exécutif depuis la suspension du Parlement en 2024 devrait favoriser l'avancée des réformes. A moyen terme, le risque de contestations pourrait resurgir si le Parlement n'est pas rétabli après la période annoncé (d'ici 2029).
- Climat des affaires : Le climat des affaires a profité des réformes encourageant le développement du secteur privé mais à court terme, le contexte d'insécurité pèse sur les perspectives d'investissements, tandis qu'à moyen terme, l'imposition de quotas de recrutement de locaux, étendus au secteur privé, pourrait peser sur l'attractivité du Koweït pour les entreprises étrangères.
- Vulnérabilité climatique : Le Koweït fait face à un risque physique élevé (stress hydrique, montée du niveau de la mer). Le mix énergétique koweïtien dépend quasi-exclusivement du pétrole et du gaz et expose à un risque de transition significatif.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 E.A.U	17,5%	1 Chine	16,8%
2 Inde	15,5%	2 E.A.U	11,0%
3 Arabie saoudite	13,3%	3 Etats-Unis	8,7%
4 Chine	11,0%	4 Japon	5,7%
32 France	0,2%	10 France	2,5%

Estimations en raison de données incomplètes (Source : ITC)

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	90,7%	Voitures	14,7%
Produits chimiques	2,3%	Machines, app. élec.	8,9%
Voitures	2,1%	Machines méca.	7,8%
Matières plastiques	1,4%	Métaux précieux	6,2%
Machines, app. élec.	0,4%	Produits pharma.	6,1%

Source : ITC



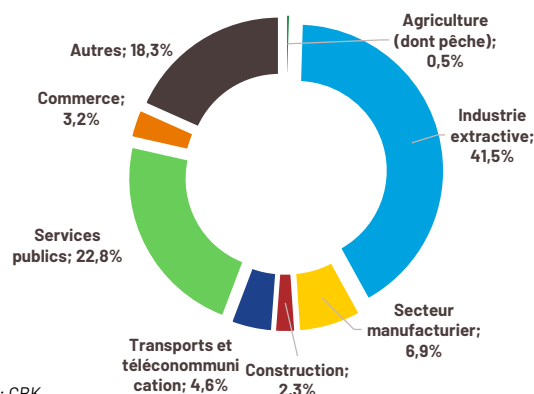
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

KOWEÏT	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	184	165	161	158	173	175
<i>Rang PIB mondial</i>	58	60	60	61	61	62
Population (Mns)*	4,8	4,9	5,0	5,1	5,2	5,3
<i>Rang Population mondiale</i>	119	119	119	118	116	115
PIB / habitant (USD)	38 285	33 681	32 103	30 875	33 165	32 859
Croissance PIB (%)*	6,8	-1,6	-1,5	2,6	-6,4	13,5
Inflation (moyenne annuelle, %)*	4,0	3,6	3,0	2,4	4,0	2,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	3,4	3,7	8,1	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	3,0	3,1	2,9	14,6	22,3	27,5
Solde public (% PIB) ¹	30,0	28,2	26,1	27,1	25,0	24,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	34,4%	31,1%	29,0%	23,6%	19,6%	18,1%
IDE (% du PIB)**	-13,0%	-5,5%	-6,0%	-0,8%	-0,7%	-0,8%
Réserves (en mois d'importation B&S)	9,1	9,3	8,1	7,0	7,1	7,2
Dettes extérieures totales (% PIB)	27%	28%	27%	31%	31%	33%
Dettes extérieures CT (% PIB)**	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change***	306,2	306,7	306,7	306,5	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés***	19,2	18,3	19,37	NA	NA	NA
Taux de NPL***	1,4	1,42	1,54	NA	NA	NA
ROE***	10,8	13,51	14,19	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	31	32	33	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	2	2	2	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	46	47	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2026), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***CBK

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch, ¹ Année civile

Koweït : part des secteurs dans le PIB (2024)



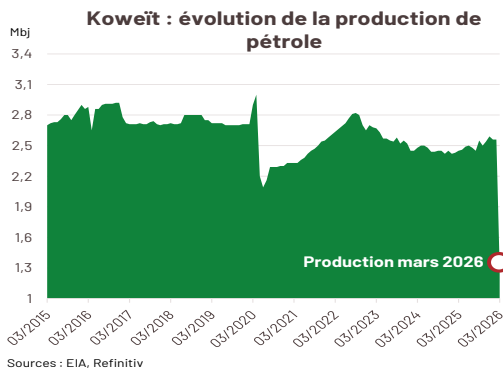
Source : CBK



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond de l'activité en 2025

En 2025, l'activité économique s'est redressée au Koweït (+3,5 % selon le FMI après -1,5 % en 2024), largement portée par l'augmentation de la production pétrolière en fin d'année (2,5 Mb/j au S2 2025 contre 2,4 Mb/j en moyenne en 2024), en lien avec le relâchement des quotas de production imposés par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole élargie (OPEP+).



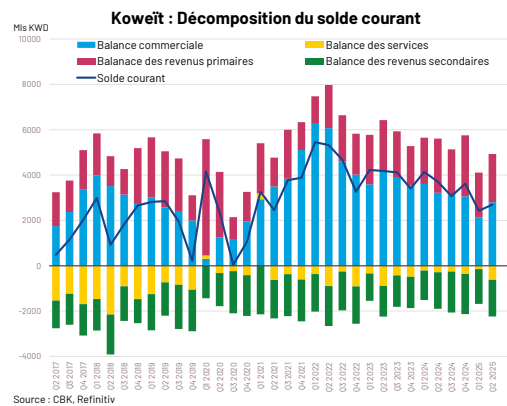
En outre, la croissance du PIB non pétrolier s'est raffermie (+2,7 % après +1,8 % en 2024, selon le FMI), notamment grâce à une relance de la commande publique (mégaprojets d'infrastructures) qui profite au secteur de la construction (+3,9 % en 2025¹).

• Un impact drastique de la guerre en Iran

Le lancement par les Etats-Unis de l'opération « *Epic Fury* » en février 2026 met à mal le potentiel de croissance koweïti pour 2026, alors même que le FMI la prévoyait à +3,9 % avant la guerre. Le PIB est désormais attendu en fort recul (-6,4 % selon la Banque Mondiale²). Elle serait affectée *via* deux principaux canaux : la fermeture ou quasi-fermeture du détroit d'Ormuz empêchant les exportations de pétrole³ et les dommages physiques qui ont touché les infrastructures pétrolières⁴, contraignant la reprise de la production. Par ailleurs, les investissements privés et le climat des affaires pâtissent largement de la situation, avec un indice PMI (hors secteurs liés aux hydrocarbures) qui se contracte en mars pour la première fois depuis 2023.

En mars 2026, la production nationale de pétrole a diminué de moitié (passant de 2,6 à 1,3 Mb/j) et les exportations ont été suspendues. En cas de résolution rapide du conflit (d'ici juin), le Koweït pourrait bénéficier de la hausse des prix du pétrole⁵ mais le retour à la

normale en termes de production ne sera pas immédiat⁶. La reprise de l'activité est donc conditionnée à la réouverture du Détroit et au rétablissement des capacités de production. Une fois ces conditions réunies, une augmentation de la production pourra être envisagée, conformément à la décision l'OPEP+ de relever les quotas⁷. Mais le plan d'investissement de la compagnie pétrolière nationale koweïtienne (KPC)⁸ pour porter la capacité de production maximale à 3,2 Mb/j d'ici 2026, puis 4 Mb/j en 2035 semble largement compromis. Par exemple, le complexe industriel d'Al-Zour, combinant méga-raffinerie (16,2 Mds USD), terminal pour importer, stocker, regazéifier le GNL et plateforme pétrochimique aurait diminué sa production de 25 % depuis le début de la guerre.



Concernant les implications hors secteur pétrolier, la guerre pourrait induire une inflation de +4,0 % en 2026 notamment via l'inflation importée, principalement alimentaire, liée au renchérissement des coûts d'approvisionnement. En effet, l'acheminement de denrées alimentaires (importées à 90 %) se reporte actuellement sur des voies terrestres, plus coûteuses, via l'Arabie Saoudite⁹ alors que l'espace aérien¹⁰ est réservé aux produits de stricte nécessité (médicaments, pièces industrielles critiques). Même en cas de rétablissement, les prix du transport maritime resteront élevés¹¹. La hausse des prix et les difficultés d'approvisionnement, sont également sévères pour le gaz dont dépend largement le Koweït (cf. partie 5).

Le gouvernement pourrait tenter de mitiger certains effets par des mesures contracycliques¹². S'agissant des investissements publics, les fonds devront être redirigés vers la reconstruction d'infrastructures, la sécurisation

¹ Estimation [GlobalData](#)

² Sous l'hypothèse d'un blocage du Détroit d'une durée proche de 3 mois.

³ L'intégralité du pétrole est exportée via le détroit d'Ormuz.

⁴ Le complexe pétrolier de Shuwaikh, la raffinerie Mina Al-ahmadi, l'aéroport international de Koweït City, deux usines de génération d'électricité et de désalinisation et deux bases militaires américaines.

⁵ EIA table sur un prix du baril de 96 USD en 2026 (69 USD en 2025).

⁶ Le [PDG de la KPC](#) affirme que le retour aux pleines capacités prendra plusieurs mois en cas d'arrêt complet des attaques.

⁷ Le 1er mars, l'OPEP+ a annoncé une hausse collective de +206 000 barils/jour pour huit pays dont le Koweït.

⁸ 30 Md USD sur 2024-2029.

⁹ Les cargaisons arrivent au port de Jeddah sur la mer Rouge, les réglementations douanières de l'Arabie Saoudite et du Koweït ont été assouplies afin de limiter les frictions.

¹⁰ Fermeture de 55 jours du 28/02 au 23/04.

¹¹ Hausse des prix du fuel et des primes assurantielles pour le fret.

¹² Prise en charge des surcoûts à l'importation pour certains produits, subventions au carburant maintenues, annonces de CBK (cf. supra).



des approvisionnements et la défense¹³, tandis que les projets de diversification pourraient être reportés.

Après une baisse taux directeurs de -50 pdb depuis septembre 2025, la Banque centrale (CBK) a annoncé fin mars un assouplissement des exigences réglementaires en termes de liquidité et de capital pour les banques afin de soutenir le crédit.

- **Une diversification retardée**

Contraint par des blocages politique et budgétaire qui ont freiné les réformes pendant plusieurs années (cf. Parties 2 et 4), le Koweït a accumulé un retard important en matière de diversification de l'activité (le pétrole représente 43 % du PIB contre 22,9 % en moyenne au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)). Le plan *Vision 2035* définit une stratégie de rééquilibrage dont le financement repose majoritairement sur les recettes pétrolières. A ce titre, sa mise en œuvre pourrait être retardée par la guerre en Iran. Les principaux secteurs cibles de Vision 2035 sont les services financiers, le tourisme, l'éducation, la santé et la logistique. S'agissant de ce dernier, le Koweït mise notamment sur des grands projets d'infrastructures qui permettraient d'ancrer son rôle de plateforme régionale¹⁴.

Pour atteindre ces objectifs, l'Emirat souhaite renforcer son cadre réglementaire afin d'attirer les investisseurs et d'augmenter la place du secteur privé : loi sur le commerce digital, ouverture du marché immobilier aux investisseurs étrangers, développement des partenariats public-privés, etc.

- **Un secteur bancaire qui reste résilient**

Le Koweït figure parmi les pays du CCG ayant le secteur bancaire le plus solide. L'Emirat affiche de bons résultats en termes de solvabilité (ratio de fonds propres sur actifs de 19,4 % en 2024), de liquidité (niveau élevé d'actifs liquides à court terme) et également de rentabilité (ratios de rentabilité élevés). Par ailleurs, le taux de prêts non performants est resté stable et faible sur la période 2023-2024 à 1,5 % (après 1,4 % en 2022).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Excédent public structurel**

Comme la plupart des pays de la région, le Koweït est fortement dépendant des revenus pétroliers (près de 90 % des recettes totales). Au cours de l'année fiscale 2024/2025¹⁵, le solde budgétaire primaire est resté

¹³ Contrat d'importation d'électricité d'environ 790 M € avec l'Autorité d'interconnexion du CCG, augmentation des capacités de stockage via la « Kuwait Storage Company » (filiale du KIA), renforcement du Centre national de gestion des crises.

¹⁴ Nouveau terminal de l'aéroport international (4,3 Md USD) et l'extension du port Mubarak Al Kabeer (2,5 Md USD).

¹⁵ L'année fiscale se tient du 01/04 au 31/03 de l'année suivante.

¹⁶ Le Fonds de réserve général (GRF) a le rôle de trésorerie de l'Etat et de fond de stabilisation, tandis que le Future Generations Fund (FGF) correspond à l'épargne intergénérationnelle.

négatif (-3,9 % du PIB) en lien avec des dépenses publiques élevées (près de 48 % du PIB). Toutefois, la reprise de la production de pétrole a soutenu le solde budgétaire total (+23,8 % du PIB), qui inclut les revenus financiers des deux fonds souverains gérés par la Kuwait Investment Authority (KIA)¹⁶. L'absence de revenus pétroliers en mars 2026, dernier mois de l'exercice fiscal, aurait fortement pesé sur les recettes publiques. Pour 2026/2027, l'effet prix¹⁷ ne devrait pas compenser complètement l'effet volume négatif¹⁸, l'excédent pourrait donc se réduire tout en restant positif. À moyen terme, le solde public devrait se maintenir grâce à des mesures visant à stimuler les recettes (augmentation de l'impôt sur les sociétés, introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée et de droits d'accise).

- **Un cadre juridique assoupli pour financer la diversification**

En mars 2025, le Koweït a rétabli un cadre d'endettement permettant d'émettre jusqu'à 97,2 Md USD de dette publique, avec des maturités allant jusqu'à 50 ans. Cette loi sur l'endettement était bloquée depuis 2017 en raison de conflits persistants entre le gouvernement et le Parlement sur les aspects budgétaires (cf. Partie 4). Cette impasse a provoqué une paralysie budgétaire, obligeant l'État à puiser massivement dans le GRF pour financer le déficit primaire. Le FGF, juridiquement protégé et obligatoirement alimenté chaque année, ne peut en revanche faire l'objet d'aucun retrait, laissant le gouvernement dans une impasse financière.

L'objectif de la Loi sur la Dette publique¹⁹ est d'obtenir une flexibilité budgétaire indépendante des cycles politiques ou pétroliers, permettant d'investir dans des projets d'infrastructures de long terme. Cette réforme est un point clé évoqué par S&P pour justifier l'amélioration de la note du crédit souverain koweïti de A+ à AA- fin 2025. Avec l'entrée en vigueur du nouveau cadre de financement, l'endettement public, très limité à ce stade (14,6% du PIB en 2025, selon le FMI) devrait progresser.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Excédent courant structurel**

La balance courante du Koweït reste fortement excédentaire (+23,6 % du PIB en 2025, selon le FMI) mais dépend fortement des exportations d'hydrocarbures (90 % des recettes d'exportation), et

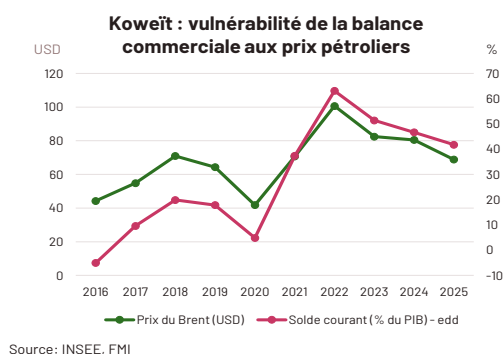
¹⁷ Pri du pétrole de Brent de 115 USD/b au Q2, 90 USD/b au T4 et 96 USD/b en moyenne sur 2026 dans l'hypothèse d'une réouverture progressive du Détroit en mai (EIA).

¹⁸ Perte totale des recettes jusqu'à la réouverture du détroit puis délai pour retrouver le niveau exportations d'avant-guerre.

¹⁹ Depuis cette réforme, la dette levée atteint environ 19,5 Md USD, dont plus d'un tiers sur le marché domestique.



donc des décisions de l'OPEP+ d'une part et de la volatilité du prix du baril de l'autre. Le blocus du Détroit d'Ormuz empêche les exportations de pétrole depuis fin février et renchérit le coût des importations (GNL, biens de consommation) via l'augmentation du prix du fret. Aussi, le solde courant s'est effondré depuis mars.



En cas de réouverture prochaine du Détroit, ces pertes pourraient être en partie compensées au S2 par un prix du baril qui resterait élevé. À moyen terme, la mise en œuvre de *Vision 2035* devrait accroître les importations, notamment de biens d'équipement, tandis qu'une normalisation du prix du baril réduirait les recettes.

- **Des réserves de change très confortables**

Le taux de change est arrimé depuis 2007 à un panier pondéré de devises des principaux partenaires (non divulgué mais où le poids de l'USD est élevé). Pour assurer la pérennité de son régime de change, la CBK calque en partie ses mouvements de taux sur ceux de la Fed aux Etats-Unis. Les réserves de change du Koweït s'élevaient à 39,6 Md USD début 2026 et couvraient 7 mois d'importations en 2025 selon le FMI, soit un niveau très confortable. Ces avoirs de réserves sont complétés par d'importants actifs de KIA (1 029 Md USD soit 655 % du PIB fin 2025). Par ailleurs, l'Emirat est créancier net vis-à-vis du reste du monde.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **La recomposition politique de 2024 acte le resserrement de l'exécutif**

Entre 2020 et 2024, le Koweït a connu une période d'instabilité politique et de blocage institutionnel (3 dissolutions et 9 gouvernements). Cette paralysie, en rendant impossible la formation d'un gouvernement, a conduit l'Emir M. Al-Sabah à suspendre l'Assemblée nationale pour une période de 4 ans. Dans la foulée, l'Emir a ajourné sept articles de la Constitution, ce qui lui permet de gouverner par décret et le dispense de l'aval du Parlement pour nommer le cabinet ou décider des successions. Depuis son accession au trône à 83 ans

²⁰ Coordination avec le commandement central des EU sur les alertes aériennes et anti-missiles, élargissement de l'accès aux bases militaires pour les opérations anti-missiles.

(fin 2023), l'Emir déploie une dynamique réformatrice désormais affranchie de contre-pouvoirs parlementaires.

- **Risque de contestation contenu**

Les impasses décisionnelles précédant la suspension du parlement étaient largement perçues comme responsables d'une relative stagnation économique du Koweït par rapport aux pays du CCG. Compte tenu de la tradition parlementaire du Koweït, un climat de répression, même modéré, pourrait nourrir à terme de nouvelles contestations, notamment si le Parlement n'était pas rétabli à l'échéance annoncée de 2029.

Depuis 2023, le gouvernement étend la politique de *koweïtisation* au secteur privé. Cette politique, jusqu'alors réservée au secteur public (qui emploie environ 80% de nationaux), consiste à favoriser l'embauche de citoyens koweïti dans le secteur privé à l'aide de quotas, d'incitations ou de pénalités.

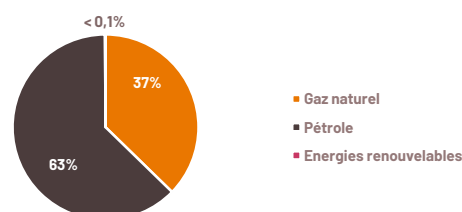
- **Relations diplomatiques en contexte de crise**

Conformément à sa position historique de pays neutre, le Koweït n'a pas condamné ouvertement les attaques iraniennes mais appelle à la désescalade et soutien le cessez-le-feu. Parallèlement, la relation sécuritaire avec les Etats-Unis, qui dispose de plusieurs bases militaires et d'environ 13 000 soldats sur le sol du Koweït, se resserre²⁰. La guerre en Iran renforce également la nécessité d'approfondir la coopération stratégique au sein du CCG, y compris en termes d'approvisionnement énergétique, alors que les relations étaient auparavant plus centrées sur l'intégration économique. En revanche, les relations Irak-Koweït restent entachées par plusieurs contentieux territoriaux malgré les tentatives de dialogues entamées en 2024.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire des accords de Paris, l'Emirat s'est fixé l'objectif d'atteindre la neutralité carbone dans le secteur pétrolier d'ici 2050 et dans tous les secteurs d'ici 2060.

Koweït : production d'électricité, par sources, en % (2023 = 88 TWh)



Source : IEA

A ce stade, le mix énergétique koweïtien dépend quasi-exclusivement du pétrole et du gaz naturel avec une part infime de l'électricité produite par des énergies



renouvelables. La transition vers des énergies décarbonées est donc un enjeu crucial dans un contexte où les émissions s'élèvent à 25,5 tCO₂/habitant.

Le Koweït est également un pays particulièrement vulnérable au changement climatique. L'élévation du niveau de la mer constitue une menace sérieuse pour les infrastructures des villes côtières habitées par plus de

98 % de la population. Possédant très peu d'eau douce, l'Emirat doit faire face à un fort stress hydrique : 90% de l'eau utilisée est désalinisée, si bien que 55% des besoins énergétiques du pays sont liés à la désalinisation. Enfin, la désertification et la hausse des températures (+1,6° d'ici 2035²¹) affectent le secteur agricole, qui verrait son rendement diminuer d'ici 2030.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Flore Gaumont	<i>Economiste stagiaire</i>	flore.gaumont@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²¹Environment Public Authority